



**DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE :**

**LE BUDGET 2024
EN DÉBAT !**



**VAL-DE-MARNE
EN COMMUN
PCF ET CITOYEN-NES**



↑ Les 11 élu-es du groupe Val-de-Marne en commun - PCF et citoyen-nes : Pierre Garzon, Marion Martin, Nicolas Bescond, Lamya Kirouani, Hocine Tmimi, Ibrahima Traoré, Fatiha Aggoune, Imène Souid, Franck Mora, Sokona Niakhaté, Flore Munck (de gauche à droite).

Éditorial	3
3 clés de lecture du Budget	4
Un budget irréaliste.....	4
Un budget de renoncement.....	5
Un budget d'immobilisme.....	5
Lançons la mobilisation générale en Val-de-Marne !	6
Contacts presse	7

Madame, Monsieur,

Ce 2 avril, le Conseil départemental va procéder au vote de son budget pour l'année 2024. Il s'agit d'un moment important pour notre collectivité, et au-delà pour toute la population du Val-de-Marne.

De l'action sociale aux collèges, de l'habitat à l'eau et l'assainissement, de l'environnement au sport et à la culture... **Le Département, ses agent-es et ses équipements publics sont omniprésents dans la vie des Val-de-Marnais-es.**

C'est pourquoi chaque année, les choix effectués par les majorités en place à l'occasion du vote du budget, ont un impact significatif sur le bien-être et la qualité de vie des Val-de-Marnais-es.

En tant que membres de l'assemblée délibérante, c'est avec une grande attention et vigilance que nous avons procédé à l'étude du projet de budget primitif du Département pour l'année 2024.

Si nous étions déjà fortement alerté-es par le Rapport d'Orientations Budgétaires du 11 mars, la lecture de ce projet de budget n'a fait que confirmer nos craintes. Nous pouvons le dire : pour le Département, l'heure est grave.

Au-delà de l'étranglement financier des collectivités territoriales par l'État, ce projet de budget – le troisième depuis l'arrivée de la droite à la tête du Département – comporte des choix politiques lourds de conséquences pour l'avenir du Val-de-Marne.

Au fil des décennies, les majorités de gauche qui se sont succédées ont garanti, par leurs choix d'investissements, par leurs mobilisations aux côtés des populations, un Département utile, solidaire, innovant. À l'inverse, nous considérons que **ce budget 2024 est irréaliste, marqué par le renoncement, l'immobilisme – et même de violentes coupes dans plusieurs secteurs.**

À l'occasion du débat budgétaire, **nous tirons la sonnette d'alarme et appelons à la mobilisation de l'ensemble des élu-es du Département** aux côtés des Val-de-Marnais-es, pour obtenir de l'État les ressources nécessaires au service public départemental.

Au-delà de nos désaccords profonds sur les choix de l'actuelle majorité de droite au Conseil départemental, nous proposons en effet une démarche partagée pour **obtenir de l'État les moyens financiers pour permettre au Département du Val-de-Marne de répondre aux missions et compétences qui lui sont confiées.**

Donner des clés de lecture sur les choix budgétaires de la majorité de droite, en contester les fondements idéologiques, et enfin proposer d'autres pistes de financement pour une action départementale utile aux Val-de-Marnais-es : voilà les objectifs de ce dossier.

Nous vous en souhaitons bonne lecture !



FATIHA

AGGOUNE

*Présidente du groupe
Val-de-Marne en commun
PCF et citoyen-nés*

3 clés de lecture sur le Budget 2024

Un budget irréaliste

La droite départementale dit être contrainte à observer « *une pause dans sa trajectoire d'assainissement des finances départementales* ».

Bien plus qu'une pause, c'est une grave dégradation des finances départementales qui est proposée !

Bien loin des leçons de « bonne gestion » portées par la droite depuis 40 ans et des promesses de campagne de ceux qui pourfendaient l'endettement du Département.

Dans ces conditions, afin d'afficher une épargne nette fictivement positive, la droite présente un budget irréaliste, avec :

des recettes surévaluées

- ✗ concernant les DMTO, affichés à 258M€ alors que la reprise immobilière est très lente.
- ✗ concernant la TVA, affichée à 34M€ soit +7,8%, sans commune mesure avec les prévisions de croissance et d'inflation pour 2024.

des dépenses sous-estimées

- ✗ L'aide sociale pour l'accueil des personnes âgées et handicapées sont inscrites à -5,6 et -6,2M€ !
- ✗ Les dépenses de PCH sont prévues en stabilité, ce qui n'a pas été observé ces dernières années.

Enfin, des dépenses obligatoires ne sont pas évaluées à leur niveau réel voté par les institutions concernées, parfois avec les voix mêmes de la majorité régionale, pour un montant minoré de 300 000 €.

LES CHIFFRES ↓

+ 200M€
d'emprunts en 3 ans

1 milliard
de dette : le cap est franchi

10,9 ans pour se
désendetter, contre 9,7
au BP 2023

+25% de frais
financiers par rapport
au BP 2023

ZOOM
SUR

LE RSA

La stabilité des dépenses de RSA est prévue : **(+1,2%)** faisant fi des mesures de revalorisation qui viennent d'être décidées à hauteur de **4,6%** au 1er avril soit **3,45%** en année pleine !

La droite fait mine de compter sur « *une réduction progressive du nombre d'allocataires* » avec la sortie annoncée de plus de **1 500** allocataires, due à sa politique d'insertion. Or celle-ci ne s'est pour l'instant traduite par aucun résultat !

30 millions de
recettes surévaluées

+

15 millions de
dépenses sous-estimées

=

45

millions d'€
à trouver en
cours d'année !

Un budget de renoncement

Des coupes sans précédent sont annoncées.

- ✘ **Sur la dotation des collègues** : **-2%** en comparaison avec le Compte Administratif Anticipé 2023
- ✘ **Sur les subventions sport, jeunesse, culture** : **-8%** en moyenne
- ✘ **Sur le tourisme** : **150 000** euros en moins pour le Comité Départemental du Tourisme
- ✘ **Sur le social** : le rapport mentionne le passage de **20 à 19 EDS** (par la fusion des directions des 2 EDS de Champigny)
- ✘ **Sur les Villages Vacances** : malgré des investissements prévus sur Guébriant et Jean-Franco (**3,5 et 3,8 millions**), les tarifications sont relevées de manière drastique. Le Département souhaite-il éteindre l'activité de ses Villages Vacances pour mieux les vendre au prix fort par la suite ?
- ✘ **Sur le personnel** : alors même que plusieurs mesures nationales (point d'indice, hausses du SMIC...) ainsi que des effets mécaniques annuels comme le GVT auront un fort impact sur la masse salariale, évalué à 13 millions, sur ce poste de dépenses, une baisse importante est prévue, portant le total des coupes à **20 millions d'euros** !
110 suppressions de postes sont annoncées, avec le repositionnement théorique d'agents en reclassement, mais aussi une diminution des remplacements.

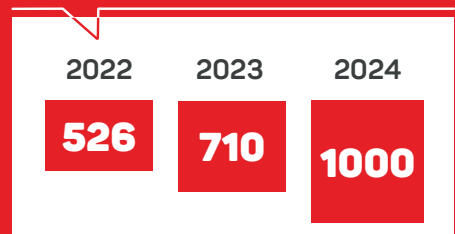
LES CHIFFRES ↓

-17% de crédits pour le sport, en pleine année olympique !

110 suppressions de postes dans les services

1 000 postes vacants au Département !

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE POSTES VACANTS



Un budget d'immobilisme

Les dépenses d'investissement baissent de 24,9 millions d'euros par rapport à 2023 (l'équivalent d'un collègue !)

-12 millions d'euros pour les collègues

Les reconstructions des collèges Dorval à Orly et Saint-Exupéry à Ormesson sont repoussées *sine die*, de même que la reconstruction du collège Saint-Exupéry de Vincennes.

-4,2% d'investissement pour l'environnement

malgré l'affichage politique systématique sur ce thème...

-1,6 million d'euros pour les foyers de l'enfance

soit la baisse de la contribution en investissement du Budget général au Budget annexe des foyers de l'enfance, alors même que les besoins augmentent !

Aucun projet nouveau pour améliorer la vie des Val-de-Marnais-es

- ❗ **Sur les transports et les mobilités**, un manque d'ambition évident, hors la poursuite des opérations déjà programmées par la gauche : **Altival, Tzen5 et Câble 1**
- ❗ En pleine crise immobilière, **les subventions d'investissement pour l'habitat baissent de 1,72 million.**
- ❗ **Les annonces tonitruantes de 2021 sur la sécurité ne se traduisent par aucune action sérieuse et concrète !** La hausse de 9% au budget de fonctionnement n'est liée qu'à la participation en hausse à la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris, qui concerne toutes les collectivités.
- ❗ Sur le service public départemental, **aucun grand projet ne vient prendre le relais du projet Eiffel** initié par la précédente majorité et qui est arrivé à son terme.

Lançons la mobilisation générale en Val-de-Marne !

Enfin, en moins de 3 ans, la droite départementale aura réussi à dégrader les finances départementales tout en supprimant ou réduisant fortement des dispositifs dont bénéficiaient nos concitoyens... et tout cela en présentant un budget irréaliste.

Pour autant, nous ne voulons pas rester figés dans une simple opposition.

Au-delà de nos divergences fondamentales sur la politique à conduire par le Département, nous proposons à la majorité départementale de faire front commun pour obtenir les moyens que l'État nous doit !

Stoppons la baisse de la DGF !

Le Val-de-Marne a perdu en dotation globale de fonctionnement, cumulée depuis 2013, plus de **857 millions d'euros**.

✔ Face à la gravité de la situation, nous proposons de **lancer la mobilisation de la population, des agents départementaux !**

Seul l'engagement d'un rapport de force public avec l'État, et une large campagne d'information sur les missions et moyens du Département, permettra d'obtenir des avancées.

✔ Nous avons su le faire en 2017-2018 avec Christian Favier, pour empêcher la suppression des Départements ; pour empêcher leur étranglement financier, en 2024 nous pouvons recommencer !

Val-de-Marne : rassemblement historique contre la suppression du département

1 000 à 2 000 manifestants se sont massés devant la préfecture, ce mercredi matin à Créteil. Une mobilisation inédite pour préserver l'emploi des 8 000 agents et les services publics départementaux.

Par Lucile Métout (@lucilemetout)
Le 7 février 2018 à 18h25



↑ La carte-pétition diffusée dans tout le Val-de-Marne en 2018

← Le Parisien du 7 février 2018

RSA : négociations la renationalisation

Face à l'explosion du reste à charge des Allocations Individuelles de Solidarité (+6% prévus cette année, passant pour la première fois la barre des 200 millions d'euros), le Département devrait mener la bataille de la renationalisation du RSA !

- ✘ **Le versement du RSA par le Département n'apporte absolument aucune plus-value aux allocataires**, il s'agit d'un simple jeu d'écritures comptables... par lequel l'État se défausse au passage de ses responsabilités et grève le budget du Département !
- ✔ La reprise par l'État du RSA permettrait au Département de **dégager des dizaines de millions d'euros chaque année, et de les réinvestir dans le cœur de ses missions** : l'accompagnement social et l'insertion des allocataires.

L'EXEMPLE DU 93

En 2021, la Seine-Saint-Denis a obtenu la reprise du versement du RSA par l'État. Si ce dispositif est très imparfait (le Département se voit toujours prélevé du montant du reste à charge annuel antérieur à 2021), il permet toutefois l'absorption par l'État de la hausse du nombre d'allocataires postérieur à 2021 ! À la clé, des économies de 70 millions d'euros en 2023 pour le Département du 93 !

Pour le Val-de-Marne, suivant le même mode de calcul, la renationalisation du RSA ferait économiser 23M€ en 2024, 26M€ en 2025, 27,8M€ en 2026 et 28,6M€ en 2027 !

Menons la bataille de l'attractivité du Val-de-Marne !



Contrairement aux engagements de campagne de la droite, rien n'a été fait pour travailler sur l'attractivité et la vitalité économique du Département. Il y aurait pourtant tant à faire !

- ✔ Nous proposons **une grande rencontre autour des DMTO** avec tous les acteurs concernés par cet enjeu (secteur de l'immobilier et acteurs économiques, notaires, services fiscaux...). Le Département ne peut rester observateur de la situation, il doit agir !
- ✔ Portons ensemble la revendication d'un **déplafonnement du taux des DMTO pour les transactions au-delà de 1 million d'euros**. Les parlementaires du Val-de-Marne pourraient très vite porter cette proposition au plan national !

NOUS CONTACTER

vdmencommun@valdemarne.fr

01 43 99 70 56

www.groupepcf-citoyens94.com

